

Nous nous réjouissons de ce que la répartition des partis à la Chambre ait pour conséquence de faire songer à la population, longtemps oubliée, à l'égard des mesures de sécurité sociale. Nous sommes contents que ni l'un ni l'autre des vieux partis ne puisse, du moins à la présente session, s'autoriser d'une forte majorité et faire fi des besoins de la population.

Nous regrettons, cependant, que les augmentations proposées pour les vieillards pensionnés, les aveugles, les invalides et les anciens combattants ne soient pas suffisantes pour protéger ces Canadiens aux prises avec la hausse ininterrompue du coût de la vie. L'honorable député de Spadina (M. Rea), parlant l'autre jour au nom des conservateurs, a accusé les libéraux d'avoir voulu acheter les votants aux dernières élections en promettant des augmentations de pensions qui ne représentaient rien de plus que le prix de deux tasses de café par jour. Après toute cette éloquence électorale, et toutes ces promesses, la montagne conservatrice n'a accouché que d'une augmentation représentant tout juste le prix de trois tasses de café par jour. Il faut pourtant que nous éprouvions de la reconnaissance pour ces vétilles.

Nous ne pouvons pas oublier les omissions flagrantes du discours du trône. Le nouveau gouvernement ne peut certainement pas continuer à faire semblant de ne pas voir les problèmes jumeaux de l'inflation et du chômage. Comment peut-on admettre qu'en l'an de grâce 1957 le Canada puisse se permettre le gaspillage humain que représente un chômage rapidement croissant.

Vendredi dernier, le premier ministre (M. Diefenbaker) a dit en propres termes que le chômage n'était pas grave en général au Canada. J'affirme, monsieur l'Orateur, qu'il est très grave en Colombie-Britannique. Les derniers chiffres officiels dont nous disposons montrent qu'en septembre de cette année il y avait en Colombie-Britannique, région du Pacifique, 29,800 chômeurs. L'année précédente, il n'y en avait guère que la moitié de ce chiffre. Autrement dit, la situation est deux fois pire cette année. Le chômage, même à cette échelle, est un crime social. Comme disait Talleyrand, le fameux diplomate français, c'est pire qu'un crime, c'est une faute. Nous sommes pris aujourd'hui dans une lutte avec le régime totalitaire des soviets pour attirer vers nous l'esprit et le cœur de millions d'Africains et d'Asiatiques qui n'ont pris aucun parti; c'est une lutte de prédominance morale autant que matérielle. Le chômage est devenu une chose que le monde de l'Ouest ne peut absolument pas se permettre.

Pas plus qu'il ne peut permettre l'inflation. Depuis deux ans, la hausse des prix, tel un voleur la nuit, dérobe une partie de l'enveloppe de paye, du budget d'achat, du compte de banque, dans une proportion de \$5.50 sur \$100. Et même cette fameuse augmentation de pension que les membres du cabinet annoncent avec tant de bruit, cette augmentation de \$15 qui représente l'effort combiné des libéraux et des conservateurs, n'est pas, si on la compare aux prix courants d'une année aussi récente que 1949, une augmentation de \$15, mais de \$4.70 seulement. Ce qui revient à dire que si l'on tient compte du pouvoir d'achat de \$1, il n'y a pas plus de huit ans, la pension fédérale qu'on nous offre aujourd'hui n'est que de \$44.70; ce n'est certainement pas une augmentation bien grande. Cette inflation n'est donc pas une sorte de vol bénin, mais bien du vol à grande échelle. Les prix continuent à augmenter, mais jusqu'à ce jour le gouvernement a fermé les yeux sur l'ensemble du problème, comme s'il espérait qu'il disparaîtrait si personne ne s'en apercevait.

C'est même pire que cela, monsieur l'Orateur. Je pense que le gouvernement compte sur la solution classique des économistes orthodoxes pour le problème de l'inflation, la solution de la grosse entreprise et des intérêts financiers de la rue Bay, à Toronto, et dans les autres centres. Quelle solution ont-ils pour l'inflation? Leur solution est que pour enrayer l'inflation il faut un peu de chômage. Il leur semble que, s'il y a un peu moins d'argent dans les poches du Canadien moyen, les prix baisseront. A mon sens, un tel remède est de toute évidence pire que la maladie elle-même. Cela me rappelle les médecins d'autrefois qui, pour guérir n'importe quelle maladie, appliquaient une sangsue à leurs malheureux patients jusqu'à ce quelle leur extrayât une pinte ou deux de sang. Mais dans le monde où nous vivons aujourd'hui, qui oserait dire que nous pouvons nous payer le luxe de l'hémorragie nationale que représentent des milliers de chômeurs, parmi lesquels on compte nos meilleurs ouvriers spécialisés et nos meilleurs producteurs?

Enfin, l'amendement proposé par l'honorable député de Rosetown-Biggar (M. Coldwell) appelle l'attention sur la nécessité d'une planification sociale et économique. Le gouvernement ne devrait plus s'effrayer de ces deux simples mots "planification sociale". Une petite dose de chômage n'est certes pas un remède à l'inflation; il faut plutôt s'assurer que les investissements protégeront d'une part les prix de consommation et contribueront d'autre part à maintenir l'embauche.